

Le capitalisme ravage la planète, seuls les travailleurs peuvent la sauver

Les catastrophes se succèdent et s'accroissent

La température s'emballe, les méga-feux dévorent des régions entières, les cyclones ravagent tout sur leur passage et les sécheresses détruisent les récoltes. Des catastrophes qui n'ont rien de naturel : derrière, se cache un capitalisme avide de profits qui engendre famines, migrations forcées et provoque la mort de millions de personnes parmi les plus vulnérables.

Pendant ce temps, les gouvernants et chefs d'État, leurs capitalistes et leurs experts amusent la galerie. Chaque année se tient leur COP, on en est aujourd'hui à la trentième à Belém, sans que rien de fondamental ne change. Et pour cause, ce spectacle repoussant et dérisoire est organisé par des pompiers pyromanes tout juste capables d'accuser les classes populaires de consommer mal, quand ce sont eux qui produisent n'importe quoi n'importe comment, nous empoisonnent et saccagent la planète. Quant aux plus riches, ils continuent tranquillement de traverser le monde en jet et émettent en quelques dizaines de minutes plus de CO₂ qu'un travailleur au cours de toute sa vie...

Macron, Lula : derrière les discours, les lobbies pollueurs

Macron se pose en champion du climat, mais a pris dans ses bagages un représentant de TotalEnergies, un des plus grands pollueurs de la planète. Lula, le président du Brésil qui accueille cette COP 30, promet de sauver la forêt amazonienne, mais ne fait rien de sérieux contre les coupes sauvages et les industriels qui la fragilisent, et a prévu des explorations pétrolières dans la baie de Rio...

Les dirigeants des États prétendent vouloir sauver la planète, mais ils sont sous la coupe des grands groupes capitalistes et valident les projets de nouveaux forages, de nouvelles mines, de nouvelles routes d'export ! Ils parlent de « transition écologique » pendant que la chasse au pétrole et au

gaz se poursuit, et s'élargit désormais aux terres rares nécessaires aux batteries électriques... Une chasse aux minerais qui provoque de nouvelles rivalités meurtrières, comme en République démocratique du Congo, où les différentes puissances impérialistes s'affrontent par populations locales interposées.

Le Pen, Trump : une démagogie anti-écologie pour servir les mêmes lobbies pollueurs !

De Trump à Le Pen, l'extrême droite s'élève contre une « écologie punitive » qui générerait des taxes touchant avant tout les pauvres. Mais le premier à avoir multiplié les taxes, c'est bien Trump, pour des raisons qui ont tout à voir avec la préservation des profits des capitalistes. Ce ne sont pas ceux qui dénoncent la crise climatique qui sont responsables des licenciements, mais les dirigeants de Stellantis et autres Arcelor-Mittal ! Les gouvernements des pays riches, comme en France, appliquent déjà la même politique que celle de l'extrême droite au pouvoir et dénoncent les migrants. Ce sont pourtant la misère et les famines générées par les catastrophes climatiques qui obligent des millions de personnes à chercher leur survie dans l'exil, sans parler des guerres et des génocides conséquences de la course au pétrole et aux minerais des capitalistes.

Le climat et la biodiversité entre nos mains, pas entre celles des riches !

Ni Macron ni Lula, ni leurs opposants réactionnaires ne sauveront quoi que ce soit. Tant que quelques-uns décideront pour tous, tant que la course à l'accumulation primera sur les besoins humains, la planète continuera de sombrer. Il faut retirer aux possesseurs de capitaux ce droit aberrant de décider ce qui sera produit et dans quelles conditions. Il faut mettre un terme à une production orientée pour les profits de quelques-uns, et l'organiser en fonction de nos besoins. Si c'étaient les travailleurs qui prenaient en main l'organisation de la société, alors l'humanité irait mieux. Et la planète aussi !

Contre le massacre de la population palestinienne, manifestation à Paris

Le 29 novembre, à l'appel de nombreuses organisations, dont le NPA-Révolutionnaires, une manifestation nationale aura lieu à Paris pour protester contre le massacre de la population palestinienne et la colonisation de la Cisjordanie, qui continuent. Des places en bus et en train bus sont prévues depuis Besançon.

Deux poids deux mesures

La direction s'est gargarisée d'avoir amélioré notre rémunération en reclassant les emplois précaires, alors en catégorie C. Seulement voilà, les ASH et AS des services soignants sont les seuls à être considérés comme précaires, les autres peuvent aller se gratter.

Management toxique en cancérologie

Cela fait des années que les collègues ASH du service de consultation sont appelés quotidiennement en renfort à l'hôpital de jour. Les agents se retrouvent à jongler entre les deux sites et à abattre le travail tant bien que mal. Seulement voilà, avec le sous-effectif, ce n'est humainement pas toujours possible. Devant le ras-le-bol de l'équipe, la cadre sup, qui refuse depuis longtemps d'ouvrir un poste supplémentaire, s'est permis de dire lors d'une réunion que « *le sous-effectif n'est pas une excuse valable pour ne pas faire son travail* ». Plutôt que de se rappeler son passé d'ASH, elle trace sa petite carrière personnelle. Voudrait-elle rentrer à la direction ?

Du propre !

Une opération de désamiantage a été entreprise dans des locaux du bâtiment gris, au -3. Le personnel a pour toute protection des gants de vélo et des masques anti-poussière. La sécurité de ces employés est de la responsabilité de leur employeur, mais aussi de l'hôpital en tant que donneur d'ordre. Ça ne semble être une priorité pour personne.

Une pétition qui sent l'extrême droite

À Besançon, une pétition a été lancée pour « déplacer » la boutique Jeanne Antide qui reçoit les personnes les plus démunies, patients du CHS, SDF, immigrés sans papiers... Cette boutique leur permet de bénéficier d'une aide alimentaire, un accès aux soins... Cette pétition est soutenue par la droite qui n'hésite pas à surfer sur les idées les plus réactionnaires pour les municipales. Quant à la gauche, pas de commentaire, rappelons qu'elle n'a pas hésité à s'en prendre à Sol Mi Ré qui apporte un soutien aux immigrés sans papiers.

Le business du génocide

Depuis octobre 2023, le gouvernement des États-Unis a approuvé plus de 32 milliards de dollars en ventes d'armes, de munitions et d'équipements à Israël. Ces ventes ont généré des profits historiques pour les entreprises américaines, comme Boeing qui a conclu un contrat de 18,8 milliards de dollars pour la vente d'avions F-15. Tout cela est financé en grande partie par de l'argent public via un fonds dédié. Les profiteurs de guerre amassent des fortunes avec le sang et la peau des Palestiniens : il faut que cela cesse !

Iran : le pouvoir judiciaire en guerre contre les « anomalies sociales »

Le chef du pouvoir judiciaire iranien a appelé à plus de fermeté face au recul du port obligatoire du voile. Depuis 1979, les femmes doivent se couvrir les cheveux et porter des vêtements amples, mais dans les grandes villes, beaucoup sortent désormais sans voile, en jeans, baskets ou tenues légères. Le mouvement s'est amplifié après la mort de Mahsa Amini en 2022, tuée par la police des mœurs. Le mois dernier, même la porte-parole du gouvernement a déclaré : « *Nous ne pouvons certainement pas imposer le hijab.* » Les Irlandaises semblent en passe de remporter une bataille contre les ayatollahs.

La plateforme Frichti en procès

Le procès de la plateforme Frichti et de ses anciens dirigeants s'ouvre à Paris. Ils sont poursuivis pour avoir fait travailler des centaines de livreurs sans papiers entre 2015 et 2021. L'entreprise profitait de leur situation précaire pour leur imposer des conditions de travail et de rémunération indignes. Alors que d'autres plateformes de livraison ont également utilisé ces méthodes, Frichti est la première à être jugée. Mais ce type de surexploitation serait impossible si ces travailleurs sans-papiers se voyaient reconnaître le droit de travailler.

Ukraine : la corruption au plus haut niveau

Le président ukrainien, Zelensky, a demandé la démission de deux ministres et d'un proche, après qu'un gigantesque système de corruption a été révélé. Timour Minditch, conseiller du président, est accusé d'avoir orchestré un réseau de corruption de 100 millions de dollars, contrôlant l'accumulation, la distribution et la légalisation de fonds criminels dans le secteur énergétique. Les ministres mis en cause couvraient ces agissements et en profitaient au passage. La population subit la guerre pendant que les affairistes corrompus prospèrent.

